

Avec le soutien de
l'Organisation
Internationale de
la Francophonie



الايام

AL AYAM

الاقتصادية
(اسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

1000 L.L



N° 82 - Décembre 2014

Fondé en 1966 par Wafic El Tibi

La Francophonie face à son destin

Le 15e Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) du 28 au 30 novembre 2014, en présence d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernements sur les 53 Etats membres (plus vingt observateurs). L'ancien gouverneur général du Canada, Mme Michaële Jean a été désignée secrétaire général à la succession du Sénégalais Abdou Diouf, qui s'est retiré après trois mandats à la tête de l'instance internationale.

Charles Saint-Prot

Ce sommet a été l'occasion de rappeler la place de l'Afrique au sein de l'organisation internationale dont la cinquantaine de membres représentent 16 % du PIB mondial, connaissent un taux de croissance de 7 %. Le continent africain représentera 80% des plus de 770 millions de francophones en 2050. C'est dire l'importance du développement de ce continent d'avenir où le taux de croissance moyenne approche les 7%, ce qui en fait le deuxième pôle de développement du monde moderne après l'Asie.

L'avenir de la francophonie en Afrique

L'avenir de la francophonie est donc l'Afrique. Et toute l'Afrique, car l'Afrique c'est aussi le Maghreb où la langue française occupe une place de choix, sans concurrencer pour autant la langue maternelle, l'arabe. Pour que cet avenir se déroule dans de bonnes conditions, il faut que la coopération Sud-Sud se développe aussi.

On s'aperçoit aujourd'hui que le grand défi est la coopération Sud-Sud, comme l'a bien compris le Roi Mohammed VI du Maroc qui a une politique africaine très dynamique. Trois évolutions majeures pourraient accélérer la croissance économique des pays francophones

d'ici à 2050 : le nombre de francophones devrait considérablement augmenter (plus de 3 fois); le besoin en infrastructures pourrait porter la croissance des pays francophones; le développement des nouvelles technologies pourrait accélérer leur développement. C'est dire l'importance d'une nouvelle stratégie en matière de développement.

A cet égard, le sommet de Dakar a marqué sa détermination de renforcer le volet économique de la francophonie et il l'a inscrit dans les priorités du cadre stratégique qui fixe les objectifs de l'OIF pour la période 2015-2022. Il est notable que le sommet a mis l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes comme « acteurs du développement ».

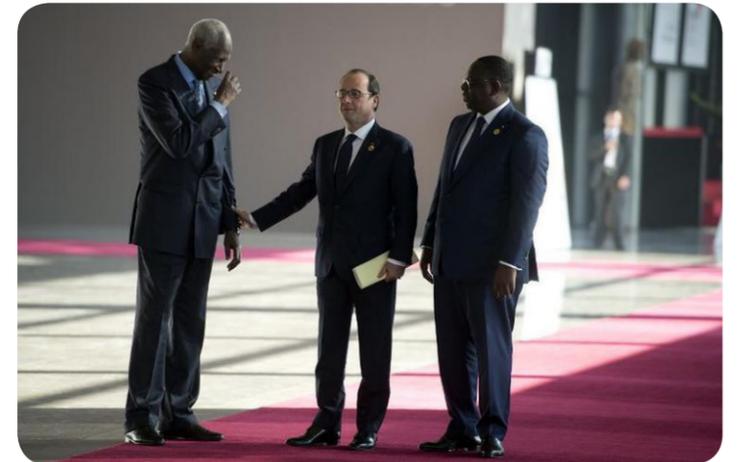
Il s'agit de construire un ensemble économique original se fondant sur d'indéniables complémentarités, des valeurs et des normes communes et des intérêts partagés. Négliger la dimension linguistique identitaire car ce serait prendre le risque de sortir du jeu de l'économie mondiale sur des terrains essentiels comme celui du numérique, de la recherche, des échanges, ou encore du tourisme. Et pourquoi pas, comme le souhaite le rapport Attali, faire naître une Union économique francophone aussi intégrée que l'Union

européenne.

Fixer un cap précis

Cet objectif est indissociable d'un projet commun qui selon le député des Français de l'étranger, Pouria Amirshahi, doit viser à « une facilitation des échanges et de la mobilité, ainsi que la convergence des contenus et connaissances, que ce soit dans les domaines éducatif, scientifique ou économique ». Il s'agit surtout de présenter une vision alternative, celle d'un monde multipolaire, respectueux de la diversité, mieux équilibré.

La consolidation de la langue française, l'éducation et la formation sont également des priorités absolues et sur ce point on aimerait que l'Organisation internationale de la francophonie se recentre sur ses objectifs essentiels et spécifiques plutôt que de disperser ses efforts dans des actions qui relèvent de la mission des Nations Unies. Faciliter la consolidation de l'Etat de droit, en



aidant les pays membres à mettre en place les structures juridiques et matérielles de la bonne gouvernance, est une chose, se mêler à tout propos des affaires intérieures des Etats et pratiquer cette ingérence permanente, qui est une manie anglo-saxonne, en est une autre. La francophonie devra faire des choix et fixer un cap précis.

Pour y parvenir, le problème essentiel est moins la capacité matérielle d'agir que la volonté politique et l'engagement dynamique des Etats, à commencer par la France qui devrait enfin lui accorder une attention plus soutenue.

La baisse du prix du pétrole : gagnants et perdants

Henri-Louis Védie

Professeur (ém.) Groupe HEC-Paris

Depuis la fin de l'été 2014, le prix du baril de pétrole (et aussi du gaz puisqu'il est indexé sur le pétrole) diminue. Certains vont même jusqu'à parler de « dégringolade » et s'interrogent sur les limites de cette baisse et sur ses conséquences. Le prix du Brent peut-il encore baisser ? Quels en sont les gagnants et les perdants ?

Rappelons tout d'abord les faits, entre juillet et novembre 2014, le cours londonien du baril a perdu plus de 25 %, passant de 107 dollars à 78,60.

Les raisons de cette baisse sont connues, ce sont celles liées aux conditions du marché, entraînant un déséquilibre durable entre l'offre et la demande/avec une offre supérieure à la demande/ et, à un degré moindre, les conséquences d'une hausse significative du dollar, monnaie de facturation du Brent.

En ce qui concerne le déséquilibre offre/demande, les causes sont diverses et multiples. Coté demande, son ralentissement est logique, compte tenu de la diminution plus importante que prévue du taux de croissance chinois et d'une reprise qui se fait attendre au sein des pays de l'Union Européenne. L'appréciation récente du dollar a bien sûr conforter et fragiliser la baisse de la demande et la demande.

Coté offre, en ne s'ajustant pas à la baisse de la demande, on crée les conditions quasi

mécaniques de la chute des cours. Les raisons de ce non ajustement sont connues et aussi très diverses. Nous retiendrons ici celles qui nous paraissent essentielles.

La première est la conséquence de l'arrivée sur le marché du pétrole (et du gaz) de schiste américain, qui avec une production de 8,9 millions de barils/jour est à son niveau le plus haut depuis 25 ans, avec un coût d'exploitation bas puisqu'estimé à 60 dollars le baril. La seconde tient au fait qu'un grand nombre

de pays producteurs et exportateurs se sont habitués à des prix élevés pour équilibrer leurs budgets respectifs.

Pour chaque pays, le prix est différent et dépend du coût d'exploitation des champs pétroliers, de l'ensemble des dépenses engagées, de la diversité-ou non- des ressources dont il dispose etc. Si on en croit la revue Jeune Afrique (16-22 novembre 2014.) ce prix serait de 160 \$ pour le Venezuela, de 130\$ pour l'Iran, de 121\$ pour

Suite Page 3

Parution

Le Maroc, nouveau pays émergent

Layla Mathieu

Présenté, par l'Observatoire d'études géopolitiques, au Sénat de la République française, le 18 novembre 2014, et devant des députés du Parlement européen, à Strasbourg le 26 novembre, l'ouvrage de Henri-Louis Védie « Maroc Émergence & Développement global » (édit. ESKA) présente les réalisations d'un pays qui est devenu émergent. Il passe en revue les étapes de réformes et de chantiers qui ont permis au Maroc de devenir un pays émergent et de développer une économie au service de toutes les régions du Royaume et de toute la population.

Emergence et résilience

L'auteur explique qu'en quinze ans, l'économie marocaine est devenue non seulement une économie émergente, mais également une économie résiliente. Il démontre que, sous l'impulsion volontariste du Roi Mohammed VI, le Maroc fait montre de résilience dans le contexte de la crise financière internationale depuis 2008 et des crises régionales depuis 2011. Pareil résultat n'est pas le fruit du hasard ou un don de la nature. A la différence de pays voisins, l'économie du pays n'est pas une économie de rente. Il a fallu innover et prendre des risques. Sous l'autorité de son souverain Mohammed VI, à l'initiative de tous les grands projets et d'une ouverture sur les marchés mondiaux et le marché africain en particulier, le Maroc a choisi la voie de la modernité. Selon Henri-Louis Védie, cette modernité s'inscrit désormais dans le cadre d'une politique faisant du développement humain un chantier de règne et du développement durable une priorité. Dans son intervention au Sénat français, Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'Études géopolitiques a précisé que « le Royaume du Maroc fait partie du petit nombre de ceux qui progressent. Sous l'impulsion volontariste du Roi Mohammed VI, face aux défis du monde moderne et dans le contexte des crises régionales, le Maroc tient le cap d'un projet global ayant pour objectif un plus grand développement politique, social, économique et une modernisation profonde. Cette modernisation touche

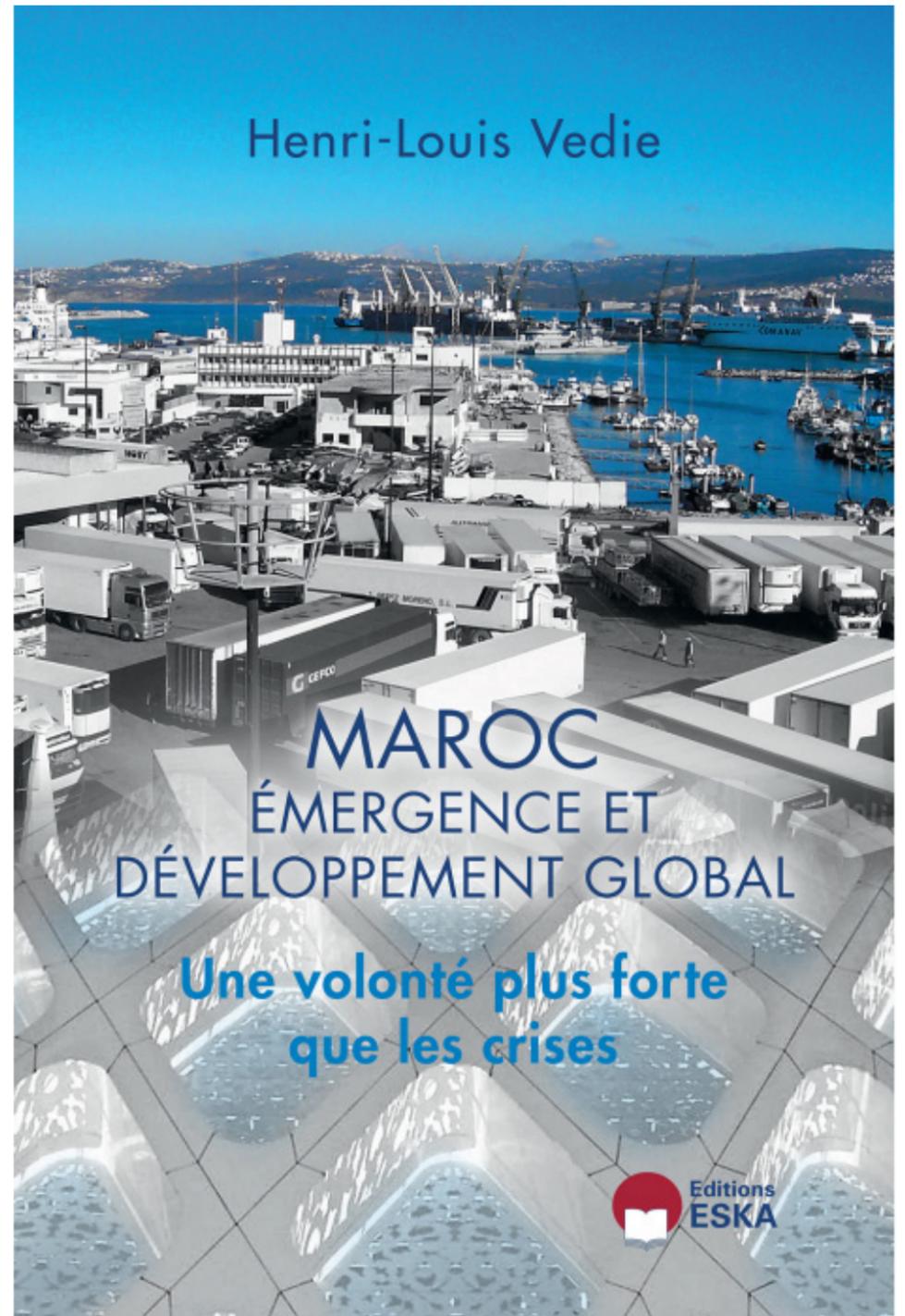
les structures profondes du pays dans le respect des traditions et de l'identité nationales, et, bien sûr comme le rappelait le Roi Mohammed VI lors dans le discours du 6 novembre à l'occasion de l'anniversaire de la Marche Verte qui a permis la récupération des provinces sahariennes, dans le respect de sa souveraineté inaliénable sur l'ensemble du territoire national, de Tanger à la frontière mauritanienne ».

Le Maroc pays trait d'union

Le Maroc émergent est également un acteur international de première importance, affirme le sénateur François Grosdidier, qui ajoute que le Royaume joue un rôle essentiel dans l'établissement d'une nouvelle relation entre les deux rives de la Méditerranée et vers le monde africain. C'est donc une puissance diplomatique incontournable en raison de son rôle central pour la stabilité dans la zone sahélo-saharienne et en raison également de sa politique africaine.

Pour sa part, le professeur Christophe Boutin (Université de Caen), a rappelé devant les parlementaires européens l'importance de la politique africaine du Royaume développée par le Roi Mohammed VI. Après avoir souligné l'importance de la politique religieuse du Maroc contre l'extrémisme et le fanatisme, il a expliqué l'importance de la diplomatie sud-sud du Roi Mohammed VI, soulignant l'originalité des relations bilatérales développées dans ce cadre par le Maroc et la nature des partenariats qu'il tisse avec ces pays, en précisant que la politique marocaine s'adapte aux demandes locales dans le respect des souverainetés des pays. Dès lors, le Maroc est bien un pays trait d'union entre le Nord et le Sud, entre le Monde arabe et l'Afrique.

C'est ce qui permet à Charles Saint-Prot d'affirmer que le Maroc est non seulement l'un des rares pays arabes en progression mais aussi un pays indispensable « dans une région maghrébine et sahélo-sahariennes dont l'évolution est inquiétante ».



Conférence sur l'Économie Créative en Afrique

La Conférence sur l'Économie Créative en Afrique est un des grands rendez-vous annuels d'ARTERIAL NETWORK.

Il s'agit, dans la continuité du travail du réseau, de s'organiser, entre Africains et avec les partenaires internationaux, pour le développement du continent et la promotion de son patrimoine culturel.

Promouvoir la créativité et investir dans la création constituent le pont entre la culture africaine et le développement dont elle est porteuse.

Ces cultures sont une source de fierté africaine et un potentiel facteur de développement économique du continent, à travers sa musique,

son cinéma, sa littérature, son théâtre, sans oublier l'architecture, la photographie, le design, la gastronomie et l'artisanat.

L'Afrique suscite l'enthousiasme du Monde. Le continent a cependant des défis à affronter: s'organiser pour affirmer sa place dans une mondialisation qui, jusqu'à présent, est imposée d'ailleurs.

L'Afrique doit générer ses propres images et assurer son développement intrinsèque, en professionnalisant ses acteurs et en préservant son patrimoine tout en l'offrant aux africains et au reste du monde.

Cela passe par des stratégies de travail en réseau et par une coopération constructive

avec les partenaires économiques et culturels de l'Afrique.

Après Nairobi, Dakar et le Cap, Rabat a accueilli du 13 au 15 novembre 2014, la 4ème conférence internationale sur l'économie créative en Afrique, avec la thématique pratique du « mode opératoire » : Comment s'organiser et travailler ensemble pour le bien de l'Afrique et des africains ?

Où en est la création africaine et quelle économie génère-t-elle pour le continent et ses habitants? Quels exemples de réussite en Afrique, quels échecs, quelles stratégies d'action... ?

Tant de questions qu'Arterial Network met au programme de cette conférence pour débattre et mieux formuler les pistes de réponses et

les stratégies d'action entre les membres du réseau, les acteurs culturels et économiques, les institutions publiques et privées, africaines et internationales.

Rabat et le Maroc viennent à point nommé, après l'Afrique du Sud en 2013 et avant l'Afrique Centrale en 2015, pour embrasser la totalité de notre continent et rassembler les africains du nord au sud. Le Maroc est ce pont entre l'Afrique et l'Europe, pour que l'Afrique soit, positivement, au centre du Monde et pour que la culture soit au centre du développement. Arterial Network milite également pour que la Culture soit inscrite en tant qu'outil essentiel dans les Objectifs millénaires du développement post-2015.

Les Emirats arabes unis, un marché au cœur de la mondialisation

Puissance pétrolière de premier rang et plateforme commerciale stratégique située à mi-chemin entre l'Europe et l'Extrême-Orient, les Emirats arabes unis ont su développer une économie de plus en plus ouverte et diversifiée.

Pétrodollars, faste et démesure architecturale... Autant de termes qui témoignent de l'impressionnante dynamique économique qui s'est emparée des Emirats arabes unis (EAU). Surnommé le « Hong Kong » du Moyen-Orient, ce territoire aux quatre cinquièmes désertique, situé sur la péninsule arabique au bord du Golfe arabe, abrite 9,3 millions d'habitants (Banque mondiale) au sein d'une fédération de sept émirats: Abu Dhabi, Dubaï, Sharjah, Ras Al Khaimah, Ajman, Oumm al Qaiwain et Fujairah.

Pourtant, seuls les deux premiers sont mondialement connus : Abu Dhabi, puissante capitale politique et pétrolière et Dubaï, grand centre économique et financier, qui abrite le, plus haut gratte-ciel du monde, Bourj Khalifa. Deux « locomotives » qui permettent à l'ensemble de briller grâce à une croissance économique fulgurante. Il suffit d'ailleurs de remonter dans la très courte histoire du pays pour s'en rendre compte. « En 43 ans d'existence, de 1971 à aujourd'hui, le PIB a été multiplié par 230 », explique ainsi Houssam Nasrawin, fondateur d'Arab Business Leaders (www.arabbusinessleaders.com)

« Le pays est passé d'une culture tribale dépendante de l'agriculture et de la pêche à l'une des principales zones de croissance dans le monde, notamment grâce aux revenus du pétrole », ajoute l'expert.

Mais aujourd'hui, le pétrole ne représente plus toute la richesse des Emirats arabes unis. Le pays a largement diversifié son économie, en s'orientant notamment vers la finance, le

tourisme et le commerce international. Avec un objectif principal : « Faire des Emirats arabes unis un hub mondial ».

Modèle « business friendly »

Pourtant, le pays a aussi subi la crise financière entre 2009 et 2010 avec une baisse du PIB de 5,2% (FMI). Un flottement qui a sensiblement inquiété les investisseurs, qui ont cru voir les prémices d'un éclatement de bulle immobilière. Mais les Emirats arabes unis ont su « apprendre de leurs erreurs et ont profité de la diversification de leur économie pour surmonter la crise », explique Houssam Nasrawin. Bénéficiant d'une stabilité politique et de la manne pétrolière, le pays a su remonter la pente et a retrouvé une croissance généreuse de 5,2% en 2013 (FMI). Et en 2014, celle-ci devrait encore se maintenir. De plus, l'organisation de l'Exposition universelle en 2020 devrait stimuler l'économie à plus long terme.

Preuve que le pays est bien resté une destination courue pour les investissements extérieurs, l'indice Doing Business 2014, qui mesure la facilité pour faire des affaires, place les Emirats arabes unis en tête du classement de la région. Au niveau mondial, ils arrivent au 23ème rang devant la France et juste derrière l'Allemagne. « Du fait d'un modèle très « business friendly », incluant des zones franches où les groupes étrangers sont exonérés de taxes, il y a peu de pièges », estime François Sporer, directeur Ubifrance pour les Emirats arabes unis.

Toutefois, tout n'y est pas rose : « D'abord, en raison de son attractivité, le marché est très concurrentiel. Conséquence, la Terre entière s'y bagarre », explique l'expert d'Ubifrance. « D'autre part, c'est un marché où l'on fait rarement des affaires rapidement : un effort de prospection et d'investissement est primordial. »

Abu Dhabi, Dubaï et les autres

Quelle est alors la meilleure démarche pour s'implanter ? Tout d'abord, commencer par étudier les spécificités de chaque émirat. Evidemment, Abu Dhabi et Dubaï sont les plus connus et les plus riches. Abu Dhabi, le plus grand, recèle 95% des ressources en hydrocarbures de l'Etat fédéral. « Abu Dhabi profite à plein de cette rente pétrolière et représente à lui seul 64% du PNB des Emirats arabes unis », précise Houssam Nasrawin. De son côté, Dubaï fonctionne sur un modèle plus diversifié basé sur les services et le tourisme, porté notamment par sa compagnie aérienne Emirates, qui ambitionne de transformer le pays en hub mondial. C'est devenu la destination privilégiée pour les entrepreneurs car « c'est une plateforme logistique située au cœur de la mondialisation ». Et c'est précisément à Dubaï que l'Exposition universelle de 2020

sera organisée.

Mais en dehors d'Abu Dhabi et Dubaï, il y a d'autres opportunités. A commencer par Sharjah.

Selon Houssam Nasrawin, cet émirat est à surveiller de près car il a une stratégie agressive d'attraction des entreprises mondiales et fait figure d'avant-gardiste dans le domaine de l'immobilier, de la santé et de l'éducation. « Les PME ont tout intérêt à s'y intéresser, car il y aura à long terme sans doute autant de perspectives qu'à Dubaï », explique encore l'expert d'Arab Business Leaders.

Enfin, autre émirat à garder en tête dans les années à venir : Ras Al Khaimah qui occupe une 4ème place pas démeritée : « Dans dix ans, cet émirat va décoller. »

(Planète Business)



Prix du pétrole en baisse

Suite de la page 1

l'Algérie, de 119\$ pour le Nigéria, de 110\$ pour la Libye, de 100\$ pour le Canada, de 97\$ pour le Gabon etc.... Ces estimatifs tiennent compte de la production nationale actuelle de chacun de ces pays.

On remarquera que pour le Venezuela le prix de 160\$ est supérieur au prix le plus élevé atteint par le baril, soit 147\$. C'est pourquoi, à un prix de 80\$, tous ces pays ne souhaitent pas réduire leur production et peuvent même envisager de l'augmenter.

A court terme, il est donc peu probable que l'on assiste à une reprise des cours qui pourraient, selon certains, se tasser encore en 2015. Et au prix de 80\$ le baril, il y a déjà des perdants et des gagnants.

Les perdants

Les perdants ce sont bien sur ceux qui ont les coûts d'exploitation les plus élevés et parmi eux on retrouve les principaux pays africains, producteurs et exportateurs de pétrole. A ces pays viennent s'ajouter ceux dont l'essentiel des ressources est lié à l'exploitation des champs de pétrole. C'est le cas principalement de la

Libye et de l'Algérie. Derniers perdants, ceux dont l'ensemble des dépenses suppose pour équilibrer leur budget un prix du baril très élevé et très supérieur à 80\$. C'est le cas du Venezuela, de l'Iran et encore de l'Algérie. Au prix du marché actuel, on est très loin du compte.

Les gagnants

Les gagnants, à court terme, ce sont les pays importateurs qui vont pouvoir en profiter pour améliorer leur balance des paiements et leur balance commerciale. C'est le cas des pays non détenteurs de ressources pétrolières, par exemple les pays africains, au premier rang desquels le Maroc, la plupart des pays européens dont la France, le Japon, la Turquie, le Liban, la Chine etc.

Le magazine L'Usine nouvelle notait récemment que sur le marché du pétrole un recul de 10 dollars du prix du baril se traduit par plus de 300 milliards de dollars d'économie sur un an pour les acheteurs. Toute taxe égales par ailleurs, cette baisse profitera aux automobilistes des pays qui ont les taxes les plus élevées, pays européens principalement, contribuant à améliorer un pouvoir d'achat

qui en a grand besoin, et aux compagnies aériennes, permettant à ces dernières d'en faire bénéficier une trésorerie durement affectée par la crise.

Un rééquilibrage autour de 100\$?

A long terme, la prévision est difficile, tant en ce qui concerne l'évolution du cours du Brent et les incidences de cette évolution pour les pays producteurs, et non producteurs, de pétrole. Pour khemais Jelidi, analyste à ODDO Banque Privée, à moyen terme les prix devraient se rapprocher des 100\$, l'évolution des fondamentaux du marché ne justifiant pas la baisse et sa soudaineté actuelle. Pour certains, des

tensions politiques, comme l'escalade de la guerre en Syrie ou des sanctions accrues contre la Russie, pourraient même accélérer la reprise. En tout cas, la chute brutale des cours pétroliers rappelle que rien définitivement acquis, surtout dans le domaine économiques. Les gagnants d'un jour ne sont pas nécessairement ceux du lendemain.

C'est pourquoi, les politiques économiques qui s'inscrivent dans une logique de court terme sont condamnées à privilégier la rigueur budgétaire, et les réformes structurelles, plutôt que tout autre forme de gouvernance et en particulier celle qui repose sur un endettement non contrôlé.



Francophonie

Abdou Diouf quitte l'OIF, sa vision doit nous inspirer

Après deux mandats à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, 79 ans, a décidé de prendre sa retraite. Que penser de son bilan ? Quelle direction donner à l'organisation ? L'analyse de Jacqueline Nizet, présidente et fondatrice de l'Association pour la valorisation de la francophonie (AVF).

Depuis 2002, l'ancien président sénégalais Abdou Diouf officie à la tête de l'OIF, où son bilan et sa volonté sans faille l'ont fait réélire deux fois. Cette année, il a décidé de ne pas se représenter. Sa vision doit continuer à nourrir notre réflexion sur les grands enjeux de l'Afrique et de la francophonie, à la veille du sommet de Dakar.

Discretion et transparence

Dans une récente interview au Journal «le Figaro», Abdou Diouf concède qu'il ne s'attendait pas au soulèvement au Burkina Faso.

S'il précise que l'ancien président a fait beaucoup pour son pays et pour toute la sous-région, il comprend néanmoins le phénomène qui a conduit à son départ et avance que, dans le contexte actuel mondial, «une limite de

deux mandats serait raisonnable» pour tout le monde. Il confirme les conversations entre le président Hollande et Blaise Compaoré, sur le Burkina et sur l'OIF.

Voilà un bon exemple de la diplomatie d'Abdou Diouf : un mélange de discrétion et de transparence, de naturel et de vérités parfois bonnes à dire.

Abdou Diouf, une vision sur le long terme

Sur l'instabilité au Sahel et en Centrafrique, importantes questions pour l'OIF, nous pouvons, là encore, nous inspirer de la vision d'Abdou Diouf :

«AnsarDin, Daesh ou encore Boko Haram sont des sources d'inquiétude, évidemment. Mais on ne peut pas négocier avec ces gens-là. Si je suis un homme de paix, je pense pourtant qu'il est impensable de recourir à une autre solution que la force dans ce cas précis.»

Au pragmatisme, Abdou Diouf appose souvent une vision à long terme précieuse pour la diplomatie de l'OIF :

«Je suis inquiet pour la Centrafrique surtout parce que l'on mettra beaucoup de temps à retisser le tissu social entre les différentes ethnies, communautés, religions.»

Le discours de l'OIF est ici ; il faut replacer l'action diplomatique dans sa complexité et ne pas perdre de vue l'objectif prioritaire de développement.

Gagner la bataille de la francophonie

«Donnez-nous l'esprit, nous écrivons la lettre.»

Voilà ce qu'avait dit Abdou Diouf aux chefs d'États présents dans la ville de Québec. Son successeur devra s'en inspirer pour que l'OIF profite de l'élan.

Notre priorité est de continuer à gagner la bataille de la francophonie (+ 7% de locuteurs cette année), grâce à toutes les associations (civils, politiques, techniciens) qui œuvrent dans les organisations internationales autant que sur les zones défavorisées.

(nouvelobs.com)



L'hommage des chefs d'États

Le président Sénégalais Macky Sall a offert un vibrant hommage à son compatriote Abdou Diouf.

Pourquoi ? Parce que le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie quitte ses fonctions après douze ans de mandat et sa succession a fait débat. Mais quand Macky Sall a annoncé dans le centre de conférence Diamniadio que celui-ci s'appellerait désormais le centre Abdou Diouf, il y a eu une ovation générale dans la salle.

Hommage des chefs d'Etat

Le Congolais Joseph Kabila a eu ce mot : « On succède à Abdou Diouf mais on ne remplace pas Abdou Diouf. » Le président français a fait un éloge similaire : « Avec la famille francophone ici à Dakar, nous voulons dire au président Abdou Diouf, non seulement notre amitié et notre reconnaissance, mais nous pouvons dire, grâce à lui, ce qu'est un homme d'Etat. Un homme ou une femme d'Etat sert d'abord son pays, c'est son devoir. Mais, un homme ou une femme d'Etat sert aussi des valeurs universelles et est capable à un moment de s'élever au-delà même de sa condition nationale pour devenir un acteur de la vie internationale et c'est ce que vous avez fait cher Abdou Diouf. »

Ce XVe sommet de l'OIF a donc été placé sous le signe de l'émotion, avec les adieux de l'ancien président sénégalais à la francophonie.

Mais il y a également eu ce très beau spectacle musical offert à l'audience en guise d'ouverture, avec une très belle affiche : le Sénégalais Youssou N'Dour, l'Algérien Khaled et la Belge Axelle Red. Le coût de ce spectacle pour VIP de la

Michaëlle Jean désignée secrétaire générale de la Francophonie

La Canadienne d'origine haïtienne Michaëlle Jean a été nommée au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) lors d'un huis clos des dirigeants dimanche 30 novembre à Dakar. Cette ex-gouverneure générale du Canada, âgée de 57 ans, a été désignée par consensus et non à l'issue d'un vote des 53 pays membres de plein droit de l'OIF, a appris Le Monde de sources internes.

DONNER « UNE NOUVELLE IMPULSION À LA FRANCOPHONIE »

« Je remercie les chefs d'Etat et de gouvernement de la confiance qu'ils me témoignent en me désignant secrétaire générale de la francophonie », a déclaré Mme Jean dans un communiqué transmis à l'AFP par son équipe de campagne. Elle a rendu hommage à son prédécesseur, l'ex-président sénégalais Abdou Diouf, qui quittera ses fonctions fin décembre, après avoir dirigé l'OIF, instance qui compte 77 pays membres, pendant 12 ans :

« Je mesure la tâche qui m'attend et je veillerai à prendre grand soin de l'héritage que nous lègue le président Diouf. J'entends répondre aux besoins et aux attentes des Etats et gouvernements membres de l'OIF tout en donnant une nouvelle impulsion à la francophonie.» Michaëlle Jean, qui plaide pour une « Francophonie moderne et tournée vers l'avenir », est la première femme à accéder à ce poste. Elle a mené une campagne active qui visait notamment à convaincre les dirigeants du continent africain, où vit la grande majorité des 274 millions de francophones dans le monde.

Parmi les autres candidats figuraient Henri Lopès, ancien premier ministre de la République du Congo, Jean-Claude de l'Estrac, natif de l'île

Maurice, et Pierre Buyoya, ancien président du Burundi.



البيئة في لبنان بين المصالح السياسية وضعف الإدارة

ولا تفعلها» في ما خص المشاريع المخالفة والا اعتبرت مقصرة في تطبيق القانون. لكن هذا هو على ما يبدو مصير قانون البيئة اليوم، كسائر القوانين الرمزية، تقول لنا عبره الدولة إن «البيئة مهمة» (كما تقول ذلك للفرقاء الدوليين الممولين) ولكن في غياب أي نية لديها لاطلاق وتطبيق سياسات عامة جدية في هذا المجال.

إنشاء مدينة التجارة العالمية على ساحل البحر الأحمر

تتمة الصفحة ٧

خلالها تستطيع مصر سد العجز بميزان المدفوعات، وجذب السياحة، وتوفير العملة الأجنبية، ومواجهة البطالة والتضخم، ومن ثم تحسين الأوضاع المعيشية للمواطن المصري.

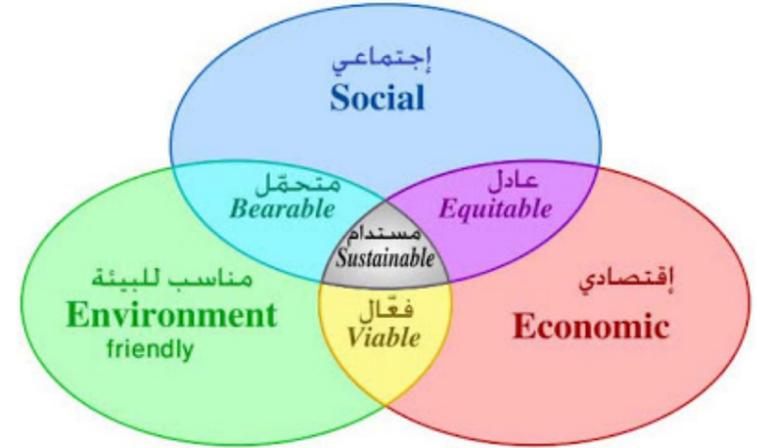
«تحسين الأوضاع الاقتصادية»

وأشار إلى أن جذب الاستثمارات هو الخيار الوحيد لتحسين الأوضاع الاقتصادية، خاصة وأنا نمتلك موقعا إستراتيجيا يؤهلنا لذلك، لافتا إلى أن هذه المدينة ستكون على غرار جبل علي في دبي وسنجن الصينية، وبالتالي ستجذب في أن تكون ملتقى للتجارة العالمية، ومن ثم جذب الاستثمارات من الدول العربية والآسيوية والأفريقية والأوروبية، باعتبارها وليدة مشروع هام كمشروع تنمية محور قناة السويس. وتابع فهمي أن هذا المشروع سيجذب لمصر التكنولوجيا التي بدورها ستساهم في تطوير الصناعة المصرية، وزيادة كل من الصادرات والواردات، وبالتالي تحقيق معدلات نمو اقتصادي مرتفع، وتوفير السلع والخدمات المختلفة التي بدورها تواجه ظاهرة التضخم، مؤكدا أن المشروع سيزيد القيمة المضافة. وطالب أستاذ الاقتصاد بجامعة الأزهر، بضرورة أن تتجه الدولة نحو إعادة تأهيل العمالة المصرية، والاتجاه نحو التدريب التحويلي، بدلا من الاستعانة بالعمالة الخارجية، خاصة وأن هذه النوعية من المشروعات تحتاج لنوعية خاصة من العمالة، وهو الأمر الذي يقتضي -أيضا- دعم التعليم الصناعي.

ورحب الدكتور صلاح الجندي، أستاذ الاقتصاد بجامعة المنصورة، باتجاه الدولة للبدء في مشروع إقامة أكبر مدينة للتجارة العالمية على البحر الأحمر بمنطقة خليج السويس، مؤكدا أن هذا المشروع سوف يجذب إلى مصر العديد من الاستثمارات الداخلية والخارجية، ومن ثم توفير المزيد من فرص العمل للشباب، والرواج الاقتصادي. وأوضح أن نجاح المشروع شأنه شأن المشروعات الاستثمارية الأخرى مرهون باستقرار الأوضاع السياسية والأمنية، لافتا إلى أن المشروع بمثابة الفرصة أمام الشركات العالمية الكبرى للترويج لمشروعاتهم وللترويج للمنتجات المصرية -أيضا- من خلال معارض مخصصة لذلك. وأضاف «الجندي» أن المشروع يعد فرصة لتنشيط السياحة التي واجهت العديد من الأزمات، منذ ثورة يناير، وذلك من خلال إحياء أنواع مختلفة من الأنشطة السياحية كسياحة التسوق وسياحة اليخوت، لافتا إلى أن المشروع يضم أيضا مدينة سكنية، الأمر الذي يجعله مشروعاً متكاملًا.

التي قد تهدد البيئة بسبب حجمها أو طبيعتها أو أثرها أو نشاطاتها. وعملاً بهذا النص، توافق وزارة البيئة على هذه الدراسات إذا تلاءمت مع شروط السلامة البيئية واستدامة الموارد الطبيعية. وقد صدر المرسوم التطبيقي لهذا النص في 2102 تحت الرقم 3368 وهو يحدد الأصول التي ترعى تقييم الأثر البيئي للمشاريع الخاصة والعامّة. إلا أن المعلومات المتداولة في بعض الوسائل الإعلامية بهذا الشأن طرحت علامات استفهام حول واقع تطبيق هذا المفهوم الحمائي، فاستهجنّت الوسائل عدم رفض وزارة البيئة أي مشروع منذ صدور المرسوم المذكور. وفي هذا الخصوص، سجل الناشطون البيئيون الذين التقيناهم تحفظهم على آلية التقييم حيث

تعطى الشركة صاحبة المشروع الحق بتلزييم دراسة التقييم إلى الخبير الذي تراه مناسباً. فتكون أحياناً الشركة التي تجري التقييم أو الخبير المقيم مرتبطين ارتباطاً وثيقاً بالشركة الاستشارية (أو التي أعدت المشروع)، ما يؤدي إلى تضارب واضح في المصالح. ترفض الأستاذة مالك هذه التصريحات مذكّرة بأن الفلسفة الدولية للأثر البيئي هي الوقاية، وتالياً هدفها الطلب من أصحاب المشاريع تحسين شروط دراستهم تمهيداً لتقليل الضرر قدر الامكان وليس رفض المشاريع، وذلك لتحقيق التنمية المستدامة. وهي تؤكد أنه تم قبول أكثر بكثير من 100 مشروع منذ صدور المرسوم ولم يُرفض الا مشروع واحد هو «جسر فقرا». فدور الوزارة ينحصر في التأكد من ان المعلومات حول المشاريع المقيمة صحيحة، وهي تعتمد لضمان صحة هذه المعلومات على وجود عقوبات جزائية من المفترض أن تترتب على صاحب المشروع أو الشركة الاستشارية المقيمة الذين يعطون الدولة معلومات خاطئة او مزورة. كما تعتمد الوزارة على ان المشاريع التي تستلزم دراسة «تقييم الأثر البيئي» تخضع لجلسات علنية (public hearing). ونساءل عن قيمة هذه المسؤولية النظرية في ظلّ عدم وجود رقابة فعلية في الأساس؟ واللافت انه عند تنفيذ بناء «سد جنة»، وبشكل مخالف لما سمعناه في الوزارة حول عدم جدوى اثاره موضوع تضارب المصالح، طلب وزير البيئة محمد المشنوق في كتاب موجه الى وزير الطاقة والمياه آر توتور نظاريان تكليف شركة استشارية مستقلة لإعداد دراسة تقييم الأثر البيئي «نظراً لدقة وحساسية المشروع»، بعدما ثبت له أن الشركة المقيمة هي نفسها الشركة التي أعدت المشروع. كما يتبين ان المشكلة اكبر من ذلك، وتتجلى أولاً في عدم تقديم دراسة الأثر البيئي الى وزارة البيئة. ويعطي ابي راشد دراسات تقييم الأثر البيئي للسود مثلاً على ذلك، فيؤكد ان سد بلعة، وسد المسيلحة، وسد بقعاتا- كنعان وسد جنة، كلها سدود بدأ تنفيذها دون تقديم دراسة تقييم أثر بيئي، وتالياً عدم قيام جلسات علنية. ففي قضية سد جنة يتبين ان وزير البيئة طلب الى وزير الطاقة والمياه تزويد وزارة البيئة بنسخة عن دراسة تقييم الأثر البيئي، فيما طلب منه في قضية سد بقعاتا- كنعان في كسروان التوقيف الفوري لكل اعمال المشروع على خلفية عدم تسلم وزارة البيئة دراسة تقييم. ولكن يبدو انها كلها طلبات «صورية» حيث يؤكد ابي راشد ان جميع هذه المشاريع ما زالت قيد التنفيذ ولم يتم وقف العمل في أي منها حتى تاريخه. وما يستوقفنا هو عدم اتخاذ وزارة البيئة أي إجراءات لملاحقة صاحب المشروع الذي بدأ بتنفيذه على اساس المادة 58 من القانون 444 التي تجرم أفعالاً مماثلة. ويقول ابي راشد في هذا الصدد إن على وزارة البيئة ان «تقيم القيامة



البيئة السليمة و التنمية المستدامة تتطلبان اعمال جدية على أكثر من صعيد

تتمة الصفحة ٥

ما يضطر الوزارة الى الاستعانة بالخبرات من القطاع الخاص (outsourcing). ومع اعترافها بأن هذا الاسلوب ليس صحيحاً، الا انها تجد انه لا مفر منه ما دامت ميزانية وزارة البيئة هي 0.03% من ميزانية الدولة العامة، ومجموع موظفي وزارة البيئة هو 50 موظفاً، بمن فيهم الخبراء وعددهم 20، فيما الوزارة بحاجة الى أضعاف هذه الخبرات لتستطيع القيام بدورها الرقابي والتطبيقي.

أما الناشطون البيئيون، فيسجلون تحفظهم على الاسلوب المتبع في تعيين الموظفين من القطاع الخاص الذي ينطوي برأيهم على محسوبيات وتفضيحات شخصية. فيصفه الناشط البيئي ورئيس جمعية الارض، بول ابي راشد، «بالتحايل» متسائلاً «لم كانت الاموال اللبنانية وموظفو القطاع الخاص ذوو الكفاءات العالية لبنانيين، فلماذا لا تقوم الوزارة بالتعاقد معهم مباشرة؟» وفي هذا المضمار، يؤكد د. درويش، ان المشكلة تكمن في وزارة البيئة في المقام الأول، حيث ان الوزارة ليس لديها لا الآليات المناسبة ولا القدرة المالية ولا الموارد البشرية الكافية في الملاك للقيام بمهامها. فالسهر على مراقبة تطبيق المعايير البيئية، مثلاً، بحاجة الى كادر بشري هائل، فتجد الوزارة نفسها لاسباب لوجستية تارة، ولاسباب سياسية طوراً، و«لتفضيحات شخصية» في أحيان أخرى، تلزم بعض المشاريع الى شركات خاصة برواتب خيالية، ولا يكون اجراء الاخيرة بالضرورة بكفاءة موظفي الدولة، فتهدر بهذه الطريقة الاموال العامة وتزداد الوزارة عجزاً ووهناً. كما من الأمثلة على ان المشكلة لا تتوقف عند صدور المراسيم فقط بل ايضاً على ارادة المتابعة وقدرة المراقبة هو موضوع المجلس الوطني للبيئة ذات المهام الاستشارية البيئية. فقد ظل هذا المجلس حبراً على ورق لمدة عشر سنوات الى ان صدر مرسوم تأليفه وتحديد مهامه وتنظيمه في عام 2012. وحتى بعد انشائه، ظل يؤخذ على هذا المجلس وأمثاله من المجالس الوطنية انها غير فعالة، حيث صرح درويش ان ممثل الجمعيات التي تعنى بالبيئة داخل المجلس لم يطعمهم ولا مرة على اية مقررات له. وقد اجتمع المجلس ثلاث مرات منذ تأليفه بحسب مصادر الوزارة، الامر الذي اعتبره ابي راشد غير كاف ويعكس تقصيراً في تطبيق قانون 444. ويرد ابي راشد: «أما اذا كانت الوزارة تبرر هذا العدد الضئيل لاجتماعات المجلس بأن وضعه استشاري، وتالياً لا فييد، فلماذا انشأته من الأساس؟».

تقييم الأثر البيئي للمشاريع: تهميش وزارة البيئة

ان أحد أبرز المفاهيم التي جاء بها قانون حماية البيئة هو وجوب اجراء دراسات الفحص البيئي المبني وتقييم الأثر البيئي للمشاريع

فقد أكدت المادة 77 من الملحق (البروتوكول) الأول الإضافي لاتفاقيات جنيف، المقر في حزيران/يونيو 1977، والمتعلق بحماية ضحايا المنازعات الدولية المسلحة، لدى تطرقها إلى قضية حماية الأطفال، على ما يلي: يجب أن يكون الأطفال موضع احترام خاص، وأن تُكفل لهم الحماية» ضد أية صورة من صور خدش الحياء. ويجب أن تهيب لهم أطراف النزاع العناية والعون اللذين يحتاجون إليهما... يجب وضع الأطفال في حالة القبض عليهم، أو احتجازهم أو اعتقالهم، لأسباب تتعلق بالنزاع المسلح، في أماكن منفصلة عن تلك التي تخصص للبالغين.»

ورد في المادة 37 من "اتفاقية حقوق الطفل"، التي أقرتها الجمعية العامة للأمم المتحدة بتاريخ 20 تشرين الثاني/نوفمبر 1989، وصادقت إسرائيل عليها في عام 1991، ما يلي تكفل الدول الأطراف: ألا يتعرض أي طفل للتعذيب أو لغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة. ولا تفرض عقوبة الإعدام أو السجن مدى الحياة بسبب جرائم يرتكبها أشخاص تقل أعمارهم عن ثماني عشرة سنة دون وجود إمكانية للإفراج عنهم. ألا يحرم أي طفل من حريته بصورة غير قانونية أو تعسفية. ويجب أن يجري اعتقال الطفل أو احتجازه أو سجنه وفقاً للقانون، ولا يجوز ممارسته إلا كملجأ أخير ولأقصر فترة زمنية مناسبة. يعامل كل طفل محروم من حريته بإنسانية واحترام للكرامة المتأصلة في الإنسان، وبطريقة تراعي احتياجات الأشخاص الذين بلغوا سنه... ويكون له الحق في البقاء على اتصال مع أسرته عن طريق المراسلات والزيارات، إلا في الظروف الاستثنائية. يكون لكل طفل محروم من حريته الحق في الحصول بسرعة على مساعدة قانونية وغيرها من المساعدة المناسبة، فضلاً عن الحق في الطعن في شرعية حرمانه من الحرية أمام محكمة أو سلطة مختصة مستقلة ومحادية أخرى، وفي أن يجري البت بسرعة في أي إجراء من هذا القبيل.»

عمرها، وصارت تعاني، بعد خروجها من السجن، من اضطرابات نفسية وعصبية شديدة، وكحالة الطفل يوسف، ابن الأسيرة المحررة فاطمة الزق، الذي قضى في السجون الإسرائيلية سنتين من عمره، وصار، بعد الخروج، يكره الأماكن المغلقة ويتسم بعصبية شديدة.

معاونة الأطفال الأسرى بعد إطلاق سراحهم

وعموماً، يعاني عدد كبير من الأطفال الأسرى أوضاعاً نفسية صعبة بعد إطلاق سراحهم، ويجعلهم في بعض الحالات يتمردون على أهلهم، وتظهر لديهم عوارض الخوف، والتبول اللاإرادي، والميل للعنف، وعدم القدرة على النوم، والكوابيس والاكنتاب. وأرجعت الاختصاصية الاجتماعية عروب جملة، في حديثها لـ "نساء من أجل فلسطين"، هذه الآثار الخطيرة إلى حقيقة أن تأثير صدمة التعرض للسجن على الأطفال " يفوق كثيراً تأثيره على الكبار، بسبب نقص الخبرات لدى الأطفال، وحادثة سن الطفل، ونقص آليات الدفاع والتعامل مع الأحداث، ونقص أساليب التوافق الشخصي مع الأحداث الضاغطة بصورة كبيرة مشيرة إلى أن الأطفال، بعد الإفراج عنهم، يعانون غالباً، "مشاكل نفسية كالشك والقلق والاكنتاب، والعصبية والاستثارة السريعة والصداع"، كما يعانون من "مشاكل تكيف اجتماعي، وصعوبة في تقبل دورهم في الأسرة، كنتيجة لمورهم بهذه التجربة القاسية التي أفست حياتهم النفسية والاجتماعية." أما المحامي وسام حويل، من "مركز علاج وتأهيل ضحايا التعذيب"، فقد ذكر أن 44 في المئة من الأطفال الفلسطينيين المحررين يعانون من أعراض نفسية بسبب صدمة الاعتقال وما تعرضوا له من تعذيب وتكيل، كالانزواء، وعدم الرغبة في العودة إلى المدارس، والقلق والخوف الدائم. تعارض الممارسات الإسرائيلية مع القوانين والمعاهدات الدولية تتعارض ممارسات سلطات الاحتلال الإسرائيلي، في تعاملها مع قضية الأطفال الأسرى الفلسطينيين، تعارضاً جلياً، مع القوانين والمعاهدات الدولية.

إقامات جبرية منزلية على 60 طفلاً، وبخاصة في منطقة القدس.

الاعتقال الإداري

وصارت سلطات الاحتلال تلجأ أكثر فأكثر إلى الاعتقال الإداري، إذ يسمح نظام المحاكم العسكرية للقائد العسكري الإسرائيلي بإصدار أمر اعتقال إداري إذا كانت " لديه أسباب معقولة للاعتقاد بأنه يجب أن يوضع شخص ما رهن الاحتجاز لأسباب تتعلق بأمن المنطقة أو الأمن العام". وتصل مدة الاحتجاز إلى ستة أشهر قابلة للتجديد إلى أجل غير محدد. وتستند أوامر الاعتقال الإداري، في كثير من الأحيان، على "أدلة سرية" لا يحق للمعتقل أو محاميه الاطلاع عليها.

أطفال يولدون داخل السجون

خلال سنوات الانتفاضة الثانية، التي اندلعت في نهاية أيلول/سبتمبر 2000، وضعت عدة أسيرات مولידهن داخل السجون، مثل ميرفت طه (21 عاماً) من القدس، التي وضعت مولودها البكر، وائل، بتاريخ 8 شباط/فبراير 2003؛ والأسيرة المحررة منال ناجي محمود غانم (32 عاماً)، التي اعتقلت في 17 نيسان/أبريل 2003 من منزلها في طولكرم، وهي أم لأربعة أولاد، ووضعت مولودها الخامس، نور، بتاريخ 10 تشرين الأول/أكتوبر 2003، الذي انفصل عنها بعد أن بلغ السنتين من العمر، وصارت تراه من وراء زجاج عازل. وذكرت منال، في شهادتها، أنها اعتقلت وهي حامل في الشهر الرابع، وحكم عليها مدة 50 شهراً، ووصفت ساعات الولادة بأنها صعبة وقاسية. وتترك الولادة داخل السجن آثاراً نفسية قاسية على الطفل الوليد بعد الخروج من السجن، كحالة الطفلة عائشة، ابنة الأسيرة المحررة عطفان، التي قضت في السجون الإسرائيلية سنة ونصف من عمرها، عانت بعدها كثيراً كي تتمكن من التأقلم مع محيطها بعد الخروج من السجن، وكحالة الطفلة غادة، ابنة الأسيرة المحررة خولة الزيتاوي، التي قضت في السجون الإسرائيلية سنتين من

ترحيب مصري بإنشاء مدينة التجارة العالمية على ساحل البحر الأحمر

للحبوب والسلع، ومن ثم بيعها في غير وقت حصادها. وأكد جودة أن هذا المشروع متكامل اقتصادياً، إذ إنه سيساهم -أيضاً- في تنشيط السياحة داخل مصر، بالإضافة لدخول المنتج المصري ضمن المنافسة اللوجستية العالمية، وتمكين مصر من تقديم الخدمات اللوجستية للدول الأخرى. وأضاف مدير مركز الدراسات الاقتصادية، أن المشروع بدوره سيساهم في توفير فرص عمل للشباب المصري، مؤكداً أن تمويل المشروع سيعتمد على قدرته الكبيرة على جذب الاستثمارات سواء الداخلية أو العربية.

ولفت جودة إلى أن المشروع سيساهم -أيضاً- في تخفيف الكثافة السكانية من الوادي وتوزيعها في مناطق أخرى على رأسها تلك المشروعات التنموية وعلى رأسها مشروع مدينة للتجارة العالمية ومشروع محور تنمية قناة السويس. بدوره، قال صلاح الدين فهمي، أستاذ الاقتصاد بجامعة الأزهر: إن مشروع إقامة أكبر مدينة للتجارة العالمية على البحر الأحمر بمنطقة خليج السويس، يعكس اتجاه الدولة في الوقت الحالي لتنفيذ المشروعات الاستثمارية التنموية التي من

السياحي كصناعة، واستغلال الموارد السياحية المتاحة كما ينبغي. وأكد رزق ضرورة ربط هذه المدينة بمشروع المدينة الصناعية التكنولوجية في خليج السويس والمشروعات القومية الأخرى، محذراً من عمل كل مشروع بشكل منعزل عن الآخر، إذ سيؤدي هذا الأمر لفشل تلك المشروعات وعدم استمرارها. وأضاف الخبير الاقتصادي والإستراتيجي، أن نجاح هذه المشروعات يقتضي محاربة الفساد من خلال جهاز معني بهذا الأمر، لافتاً إلى أن نجاح مشروع للتجارة العالمية على البحر الأحمر بمنطقة خليج السويس، سينعش الاقتصاد المصري، ومن ثم سيساهم في تحسين المستوى المعيشي للمواطن المصري.

«موقع المشروع»

من ناحيته، أثنى الدكتور صلاح جودة، مدير مركز الدراسات الاقتصادية، على اختيار الرئيس عبد الفتاح السيسي لمنطقة خليج السويس لإقامة مشروع مدينة للتجارة العالمية، إذ إنه موقع فريد وعبقري يجمع بين القارات الثلاث، وبالتالي سينشط التجارة العالمية، ومن ثم زيادة الصادرات، بما يصب في مصلحة الاقتصاد المصري. وأشار جودة إلى ضرورة استغلال المدينة في إقامة الصناعات التجميعية، من خلال تجميع المنتج داخل المدينة، ومن ثم تخفيض أسعار التكلفة، مقترحاً أن يتم إنشاء صوامع ومخازن

رحبت القيادة المصرية بالاقتراح الذي عرضته بعض المؤسسات الدولية الاقتصادية في العالم حول تنفيذ مشروع إنشاء مدينة التجارة العالمية على ساحل البحر الأحمر، ورأى خبراء الاقتصاد بأن هذه الخطوة سيكون لها نتائج إيجابية على الاقتصاد المصري والدول العربية المجاورة، حيث يساهم المشروع في توفير فرص عمل جديدة ومباشرة للشباب، بالإضافة لقدرته على زيادة أعداد السائحين وإنعاش الحركة الاقتصادية، بما يعزز من فرص نمو الاقتصاد القومي.

«آليات تحقيق الحلم»

وقال الدكتور علاء رزق، الخبير الاقتصادي والإستراتيجي: إن إقامة مشروع مدينة للتجارة العالمية على البحر الأحمر بمنطقة خليج السويس، على مساحة 16 مليون متر مربع بتكلفة استثمارية تبلغ 40 مليار جنيه، فكرة جيدة، ولكن يبقى التحدي الحقيقي في قدرتنا على التنفيذ، وعلى الآليات التي ستخضعها الدولة في سبيل تحقيق هذا الحلم، الأمر الذي يحتاج لرؤية واضحة. وأوضح أن اختيار الموقع على البحر الأحمر سيساهم في استغلال موقع مصر سياحياً، وتحقيق عائدات سياحية تتجاوز الـ «52 مليار دولار» سنوياً مقارنة بـ «14 مليار دولار» وهو أعلى عائد حققته السياحة قبل ثورة 25 يناير، لافتاً إلى أن هذا التطور في المجال السياحي سيساعد مصر على التعامل مع القطاع

معاناة الأطفال الفلسطينيين في سجون الاحتلال الإسرائيلي



دأبت إسرائيل على اعتقال الأطفال الفلسطينيين منذ احتلالها للضفة الغربية وقطاع غزة في حزيران/يونيو 1967، لكنها كثفت عمليات الاعتقال هذه خلال سنوات الانتفاضة الأولى، التي اندلعت في كانون الأول/ديسمبر 1987، وكانت تهمة معظم الأطفال المعتقلين في تلك السنوات إلقاء الحجارة على جنود الاحتلال ومركباته. ثم جعلت من عملية اعتقال الأطفال عملية ممنهجة بعد اندلاع الانتفاضة الثانية في أيلول/سبتمبر 2000، وصارت تلجأ، أكثر فأكثر، إلى الاعتقال الإداري بحقهم، كما قامت بإدانة وسجن أطفال تقل أعمارهم عن 14 عاماً. وتتعامل سلطات الاحتلال الإسرائيلي مع الأطفال الفلسطينيين الأسرى كـ "مشروع مخربين"، وتحرمهم من أبسط الحقوق التي تمنحها لهم المواثيق الدولية، وتشمل: الحق في عدم التعرض للاعتقال العشوائي، ومعرفة سبب الاعتقال، والحصول على محام، والاتصال بالأهل، وحق الأسرة في معرفة سبب ومكان الاعتقال، والمثول أمام قاض.

وبخصوص أعداد الأطفال الأسرى، أحصت المنظمة الحقوقية الإسرائيلية "بتسليم"، في تقرير أصدرته، 835 طفلاً فلسطينياً سجنوا ما بين عامي 2005 و 2011، قسّمهم كالتالي: أكثر من 34 يبلغون 13 عاماً وما دون. وبحسب تقرير؛ 500 يبلغون 16 عاماً؛ 225 في سن 14 و 15 صدر في مطلع عام 2013، عن دائرة الطفولة والشباب في وزارة شؤون الأسرى والمحررين، كانت السلطات الإسرائيلية تحتجز في سجونها، في ذلك التاريخ، 321 طفلاً، كان بينهم 4 في المئة من المعتقلين إدارياً من دون تهمة محددة، و 3 في المئة من البنات، و 56 في المئة منهم محتجزون في سجون داخل إسرائيل. ووفقاً لتقرير صادر عن جمعية "نساء من أجل فلسطين"، بلغ عدد الأطفال 230 طفلاً. ، الأسرى في السجون الإسرائيلية، في شباط/فبراير 2014 الأوامر العسكرية النازمة لعمل المحاكم العسكرية الإسرائيلية تستند سلطات الاحتلال في تعاملها مع قضية الأطفال الفلسطينيين الأسرى إلى جملة من الأوامر العسكرية.

معاناة الأطفال الفلسطينيين الأسرى

يعاني الأطفال الفلسطينيون الأسرى ما يعانيه الكبار من انتهاكات فاضحة لحقوقهم الإنسانية، خلال عملية الاعتقال وأثناء التحقيق وطوال فترة الاحتجاز والسجن.

وتعتقل سلطات الاحتلال الأطفال الفلسطينيين بناء على مزاجية الجنود الإسرائيليين عند نقاط لتفتيش وفي الشوارع أو من المنازل، وهي الحالة الأكثر شيوعاً. وفي حالة الاعتقال من المنزل، تحاصر وحدة من جنود الاحتلال منزل الأسرة في الساعات الأولى من الصباح عادة، وعندما يتم التعرف على الطفل فإنه يتعرض، في كثير من الأحيان، للضرب أو الركل قبل تعصيب عينيه وتكبيل يديه من الخلف بقيود بلاستيكية، ثم يوضع في الجزء الخلفي من مركبة عسكرية. ويحتجز الأطفال الفلسطينيون في البداية في مراكز تحقيق عسكرية ومراكز شرطة إسرائيلية في الضفة الغربية. وتقع بعض مراكز التحقيق في المستوطنات، مثل مستوطنة كريات أربع، ومعاليه أدوميم، ودان شمرون وغيرها. ولدى وصول الطفل الأسير إلى مركز التحقيق، يوضع إما في زنزانه أو يؤخذ مباشرة إلى غرفة التحقيق، ويتخلل التحقيق، الذي يجري دون أي رقابة من الصليب الأحمر الدولي أو من المحامين الفلسطينيين، ممارسات وحشية، كالضرب، والشبح المتواصل، وإجبار الطفل الأسير على الوقوف لساعات طويلة، والحرمان من النوم والطعام، وصب مياه

كما يتعرضون في حالات كثيرة للعزل والضرب من السجانين، والاحتجاز مع البالغين والمجرمين والمنحرفين. ويحرم الأطفال الفلسطينيون الأسرى من العناية الطبية المناسبة، علماً بأن كثيرين منهم يعانون من ضيق التنفس، ومن أمراض العيون والأسنان، ومن الروماتيزم وأمراض الجهاز الهضمي، ومن الأمراض الجلدية. إذ ترفض إدارات السجون عادة إخراج المرضى إلى عيادات السجن، ولا توفر طبيباً مقيماً بشكل دائم في عيادة السجن، وهو ما يخالف المادة 91 من اتفاقية جنيف الرابعة التي تؤكد ضرورة "أن تتوفر في كل معتقل عيادة مناسبة، يشرف عليها طبيب مؤهل، ويحصل المعتقلون على ما يحتاجونه من رعاية طبية". ويقصر الدواء الذي يُعطى للطفل المريض، في كثير من الأحيان، على المسكنات. وتفيد إحصائيات وزارة الأسرى والمحررين الفلسطينية أن حوالي 40 في المئة من الأمراض التي يعاني منها الأطفال الأسرى ناتجة عن ظروف اعتقالهم غير الصحية، وعن نوعية الأكل المقدم لهم، أو ناتجة عن انعدام النظافة. كما يحرم الأطفال الفلسطينيون بعد الزج بهم في السجون والمعتقلات، من الحق في التعليم.

أحكام عالية وغرامات مالية

ولا تتعامل سلطات الاحتلال الإسرائيلي مع اعتقال الأطفال الفلسطينيين بوصفه "الملاذ الأخير ولأقصر فترة زمنية مناسبة"، كما ورد في المادة 37 لـ "اتفاقية حقوق الطفل"، وإنما بوصفه الملاذ الأول ولأطول فترة ممكنة. فقد حُكم على أحد الأطفال، في إحدى المرات، بالسجن المؤبد، كما حُكم على ثلاثة أطفال مدة 15 عاماً، وعلى أربعة أطفال من 5 إلى 9 سنوات، كما حُكم على كثيرين من الأطفال من سنة إلى ثلاث سنوات، أو من 6 إلى 18 شهراً. وغالباً ما يكون الحكم مقروناً بغرامات مالية تتراوح ما بين 1000 و 6000 شيكل، أي ما يقارب 250 إلى 1500 دولار، علماً بأن هذه الغرامة المالية تُعتبر عقوبة غير قانونية على الطفل، لأن العقوبة يجب أن تكون شخصية بحق المتهم، والطفل هو من غير دخل، وبالتالي أي عقوبة ستكون على حساب أفراد عائلته. ولم تكفِ سلطات الاحتلال بأحكام السجن، بل لجأت إلى فرض

باردة جداً على جسد الأسير ثم مياه ساخنة جداً، وتعليق الطفل على عامود أو تعليقه مقلوباً، والصعق بالصدمات الكهربائية، والتحرش الجنسي والتهديد بالاغتصاب. وفي معظم الحالات يعترف الطفل، بعد تعرضه للتعذيب، بتهمة زائفة، كما أن من المألوف أن يُعطى ورقة اعتراف مكتوبة باللغة العبرية للتوقيع عليها، وهي لغة لا يفهمها إلا عدد قليل جداً من الأطفال الفلسطينيين. وتشكل ورقة الاعتراف التي ينتزعها المحققون من الطفل دليل الإدانة القطعي المعتمدة لدى المحاكم العسكرية. ومن بين الحالات التي وثقتها الحركة الدولية للدفاع عن الأطفال — فرع فلسطين، في عام 2009، قدم الأطفال اعترافات أثناء التحقيق في 81 في المئة من الحالات، وفي 32 في المئة من هذه الحالات كانت ورقة الاعتراف باللغة العبرية.

وبعد انتهاء التحقيق، بالحصول غالباً على الاعتراف بالتهمة الموجهة، يُنقل الطفل الأسير إلى السجون الخاضعة لمصلحة السجون الإسرائيلية، والتي تقع داخل إسرائيل، باستثناء سجن واحد هو سجن عوفر، وهو ما يجعل الزيارات العائلية صعبة لصعوبة الحصول على تصاريح لدخول عائلات الأطفال الأسرى المناطق الفلسطينية عام 1948، علماً بأن احتجاز سكان الأراضي المحتلة خارج تلك الأراضي يُعد انتهاكاً للمادة 76 من اتفاقية جنيف الرابعة، التي تنص على "يحتجز المتهمون في البلد المحتل، ويقضون فيه عقوبتهم إذا أُدينوا".

ويتوزع الأطفال الفلسطينيون الأسرى على عدة سجون: بيت إيل، عتصيون، النقب، تلموند، عوفر، مجدو، هشارون، الدامون، الرملة للنساء، وغيرها. وتفتقد هذه السجون للشروط الإنسانية، إذ تتسرب مياه الأمطار في الشتاء إلى الغرف والخيام، وتنتشر فيها الروائح الكريهة بسبب الازدحام، وتتميز بسوء مرافق الصرف الصحي فيها، وقلة تعرضها لأشعة الشمس والهواء. ويعاني الأطفال الأسرى، إلى جانب ذلك، من سوء الطعام ونقصه، ومن انعدام النظافة، وانتشار الحشرات والزواحف، ومن نقص الملابس، وعدم توفر وسائل اللعب والتسلية، والحرمان من زيارة الأهالي.

البيئة في لبنان بين المصالح السياسية وضعف الإدارة

الأيام - نرمين السباعي



القانون. فمن أصل أكثر من عشرين مرسوماً تطبيقياً يقتضي صدورهم بموجب هذا القانون، صدر 4 مراسيم فقط، فضلاً عن مرسومين مجتزأين لا يحققان شروط النص الذي صدرا على أساسه (يراجع الجدول المرفق). وبالرغم من تسليمنا ان عدم صدور المراسيم التطبيقية لا يوقف بالضرورة تفعيل هذا القانون، أقله بالنسبة الى بعض مواده، الا ان المراسيم تبقى مهمة لتنظيم هذا التطبيق، ولتوضيحه، ولدفع أي تلوّك قد يصدر عن الإدارات العامة بحجة هذه النواقص. وفي هذا المجال، يؤكد لنا المعنيون في الوزارة أنها «قادرة على تطبيق القانون في الكثير من الاماكن، وحتى من دون مراسيم، ولكن هناك لامبالاة لأخذ المبادرات من قبل الوزراء الذين توالوا على الوزارة، فضلاً عن عدم إدراكهم أحياناً لأهمية القوانين ولصلاحياتهم وصلاحيات الإدارات الأخرى ليستطيعوا ان يتكاملوا بعضهم مع بعض، الى جانب ارتهائهم أحياناً أخرى للزبائنية وتجاوزهم حد السلطة في عملية التنفيذ». وأكثر من ذلك، تؤكد لنا مالك أن الوزارة طبقت فعلاً القانون وبدون المراسيم «بالحيلة القانونية» تارة، وباللجوء الى الاتفاقيات الدولية او الى القرارات طوراً. الا ان ما يثير الاستغراب، ويثبت غياب الإرادة السياسية في اصدار المراسيم هو اشارة مالك الى ان المراسيم جاهزة وبجاجة فقط الى تسريع عملية اعتمادها.

مهما يكن، يبقى أن هناك مراسيم جد ضرورية يبقى من دونها النص معطلاً تماماً. وأبرز مثال على هذه المراسيم، التي لم تبصر النور حتى يومنا هذا، هو مرسوم انشاء صندوق وطني للبيئة يهدف الى تمويل اجراءات الاشراف على تطبيق القانون والى دعم المبادرات والنشاطات البيئية مالياً. وفي هذا السياق، يسجل رئيس جمعية «غرين لاين»، د. علي درويش، ان هذا الصندوق لا يستقيم ولن يكون ذا فائدة حتى وان أنشئ، بل سيكون «باباً» لصرف الاموال كغيره من الصناديق الموجودة حالياً». ويوضح ان الصندوق سيولد مناقشات على الموارد بينه وبين الوزارات المعنية، سائلاً «أي وزير سيقبل ان تذهب الاموال من درب وزارته الى صندوق مستقل لا يمون عليه؟». وفي السياق نفسه، يؤكد المعنيون في وزارة البيئة ان هذا الصندوق لن يبصر النور «لان سياسة الدولة المالية لا تتجه نحو تخصيص واردات لصرفيات معينة».

مشاكل مؤسساتية: الاستعانة بالقطاع الخاص

يبدو انه رغم وجود النص وصدور بعض المراسيم التطبيقية، هناك مشاكل مؤسساتية أكثر عمقاً تحول دون تطبيق القوانين بفعالية. فيجمع المعنيون في وزارة البيئة أن تطبيق القوانين البيئية عامة، و«قانون حماية البيئة» خاصة، بحاجة الى قدرات مالية وتقنية وإدارية تنقص لدى وزارة البيئة. وتوضح «مالك» انه وان صدرت المراسيم، يبقى هناك مشكلة في مراقبة حسن تطبيقها في ظل غياب الكادر البشري المخول، وذلك تبعاً لافتقار الوزارة للموارد المالية لاستقطاب الموظفين والخبراء المؤهلين،

تتمّة ص. ٨

تعد تأتلف مع التطور العلمي التي توصلنا اليه في مضمار البيئة، واخرى متناقضة مع بعضها البعض، وبعضها الآخر يعترضه نواقص، ما دفع نحو ايجاد نص يحدد الاطار الذي يجب ان تعمل من خلاله وزارة البيئة. فأتى القانون 444 لـ «يتبنى القوانين القديمة ولكن قام بتوضيحها وطور مفاهيمها وشدّد العقوبات».

ان التدقيق فيه وفي فصوله، ولا سيما في أسبابه الموجبة، يظهر انه تبنى المفاهيم الدولية في مضمار البيئة وتقيد في تقسيمه



بالمعاهدات الدولية التي التزم بها لبنان في هذا المجال كاعتبار حماية البيئة من صميم النظام العام، واعتماد مبدأ حق المواطن بالحصول على المعلومة البيئية، ومبدأ الاحتراس والوقاية، ومبدأ الملوث يدفع، وفرضه دراسة تقييم الاثر البيئي على كل مشروع يؤثر على البيئة. تستذكر الاستاذة مالك الظروف التي أوجبت وضع هذا القانون بقولها ان قمة الارض التي نتج منها إعلان ريو عام 1992 كانت المفصل لإنشاء هذا القانون بعد ان التزمت الدولة اللبنانية، ممثلة بوزير خارجيتها في ذلك الحين فارس بوز، بهذا الاعلان ومفاهيمه الجديدة ومبادئه «المكتملة الوعي» حول حماية البيئة. وعلى اثر ذلك، كان لا بد من انشاء وزارة البيئة (عام 1993)، وقد كتبت أول مسودة لهذا القانون عام 1995 على يد هذه الوزارة وتحديدا في عهد الوزير بيار فرعون. وقد نضجت ثماره عام 2002 فصدق في عهد وزير البيئة حينها ميشال موسى. قانون بلا مراسيم تطبيقية... ووزارة بلا قدرات مؤسساتية وكما اختلفت الآراء بالنسبة الى أهمية القانون، كذلك الامر لجهة مدى اعتباره مطبقاً ومفعلاً على أرض الواقع، ولا سيما بين وزارة البيئة والناشطين البيئيين. فقد نص القانون على مجموعة من الخطوات والاهداف لتحقيق المبادئ التي تضمنها، توزعت على مواده الواردة في ابوابه السبعة. ولا نغالي اذا قلنا إن أكثر من نصف هذه المواد يرتبط تفعيلها بمرسوم او أكثر يتخذ في مجلس الوزراء، وان الأغلبية الساحقة من هذه المراسيم غير صادرة حتى يومنا هذا، اي بعد أكثر من اثنتي عشرة سنة من صدور

يحق للإنسان أن يعيش في بيئة سليمة كما تنص أغلبية الشرائع والقوانين في العالم، والحق بالعيش في بيئة سليمة حق أصبح مكرساً في أغلبية تشريعات الدول، بل ارتقى الى مصاف الحقوق الدستورية في البعض منها لشدة التصاقه ببقية حقوق الانسان الأساسية وخاصة الحق في الحياة والصحة. أما في لبنان «الاخضر»، وتبعاً لإحصاءات وزارة البيئة، فهناك سبعمئة وثلاثون (730) نصاً مختلفاً متعلقاً بالبيئة. إلا أنها مبعثرة ومتشعبة تارة على مستوى القطاعات (كالصناعة والنقل والطاقة)، وطوراً على مستوى التشريعات التي تحكم الاوساط البيئية المتأثرة بالنشاطات البشرية (كالمياه والتربة والتنوع البيولوجي)، أو تشريعات أخرى شاملة تتناول المبادئ العامة لحماية البيئة. ان المثال الأبرز على النوع الأخير من «التشريعات الشاملة» صدر في العام 2002، وهو «قانون حماية البيئة» رقم 444 الذي زادت الإشارة اليه مؤخراً في الإعلام على خلفية التعديلات التي تشهدها واجهة بيروت البحرية، وخصوصاً منطقة دالية الروشة حيث تعمل بعض الجهات على إقامة مشاريع خاصة على هذا الموقع الطبيعي المتميز. وانطلاقاً من هذه الزاوية، يطرح المراقب تساؤلاً حول خلفية إصدار هذا القانون في ظل وجود كل هذه النصوص. فهل هو أحد القوانين الرمزية symbolic laws التي درجت السلطات على وضعها لاعتبارات سياسية أو لتوجهات بيئية دولية، من دون ان يكون هنالك أي إرادة سياسية جدية لإنفاذها؟ هل من شأن وضع هذا القانون أن يضمن حماية أكثر فعالية للبيئة؟ هذا هو بالتحديد ما سنحاول الاضاءة عليه في هذه المقالة. قانون شامل يتبنى المبادئ الدولية للبيئة اختلفت الآراء في ما بين الاختصاصيين البيئيين الذين التقيناهم لجهة أهمية «قانون حماية البيئة» لعام 2002 وقيمتهم الاضافية في التشريع. فبعض المعنيين في وزارة البيئة يعتبرون ان ثمة مبالغة في تقدير القيمة الفعلية لهذا القانون over rated.

ف «لو ان الدولة قادرة على تطبيق كل القوانين المتعلقة بالبيئة التي صدرت، اضافة الى المراسيم، لكانت الحاجة الى هذا القانون اقل بكثير بتاريخ صدوره». فيما تؤكد مستشارة وزارة البيئة، المحامية سمر مالك، ضرورة اصدار هذا القانون. فتشرح ان من بين النصوص البيئية الموجودة، هناك نصوص قديمة لم



المشهد الجديد للمنافسة العالمية

تتمة الصفحة ٣

والتتصت على كل همس إلكتروني على الأرض، ويتولى هذا المكتب تنسيق أعمال 12 قمراً صناعياً مزوداً بكاميرات رقمية متطورة وكمبيوترات متقدمة ولواقط إلكترونية ضخمة، وتصل قدرات هذه الأقمار إلى حد تصوير أي جسم على الأرض يصل حجمه لحجم كرة صغيرة في أي وقت - ليلاً ونهاراً - وأياً كانت حالة الطقس.

- سرقة الدفاتر والمستندات أو الحصول عليها عن طريق رشوة العاملين في هذه الشركات.
- فحص قمامة الشركات المنافسة وقمامة منازل العاملين بها للحصول على بيانات من خلال الأوراق والأدوات التي تُلقى في هذه القمامة وتحليلها للكشف عن معلومات سرية وغالباً ما يتم تجنيد عمال النظافة في هذه الحالة.

التجسس وجمع المعلومات

أصبح التجسس وجمع المعلومات الاقتصادية من مهام أجهزة المخابرات للدول تجاه الدول الأخرى، وأهم هذه الأجهزة هو ما تمتلكه الولايات المتحدة الأمريكية حالياً من برنامج نوعي للتجسس الفضائي، فمع حرب الخليج عرف حلفاء الولايات المتحدة الأمريكية بوجود نظام «إبشلون»، الذي يراقب كافة أنواع الاتصالات في العالم، وهو يقوم بالاعتراض



أو في حالة التجسس على إحدى الشركات التي تنتمي إلى دولة أخرى، وكذلك بحجة تقديم البيانات والمعلومات إلى العدالة في حالة التجسس على شركة وطنية لصالح شركة أخرى وطنية بينهما قضايا تتعلق بالمنافسة أو الاحتكار في السوق المحلية، وهذا ما عبر عنه أحد الذين قاموا بالتجسس على شركة «مايكروسوفت» لصالح «أوراكل» المتنافستين في مجال البرمجيات في السوق الأمريكية في أثناء نظر قضية الاحتكار ضد الشركة الأولى، حيث قال: «كل ما فعلناه كان محاولة للحصول على معلومات سرية وتسلط الأضواء عليها لخدمة العدالة وأعتقد أن ذلك خدمة عامة». ومن أشهر الجهات التي يرى البعض أنها تتخصص في مجال التجسس الاقتصادي جمعية محترفي التنافس المخابراتي، وهي جمعية تم تأسيسها في العام 1982 في الولايات المتحدة الأمريكية على يد بعض العاملين في مجال المكتبات، وبعد حوالي 20 عاماً من تأسيس هذه الجمعية أصبح معظم أعضائها من المحاسبين والمتخصصين في أبحاث السوق والأعمال البحثية والمعلوماتية الميدانية، وبعد الكشف عن واقعة تجسس شركة أوراكل على شركة مايكروسوفت تم إحراج هذه الجمعية وغيرها من الشركات والمؤسسات المثيلة؛ حيث بدأ الناس والحكومات ينظرون إليهم على أنهم جواسيس، وهو ما أجبر بعض هذه الشركات ومنهم هذه الجمعية على إصدار بيانات تنفي عن نفسها تهمة القيام بنشاط التجسس، بل إن هذه الجمعية قامت بوضع ميثاق شرف لطمأنة عملائها الذين وصل عددهم إلى حوالي 7 آلاف عميل، وفي هذا الميثاق تم وضع أخلاقيات للعمل في هذا المجال يلزم العاملين فيها بالارتقاء بالمهنة والالتزام بالقوانين واحترام المعلومات التي توصف بأنها سرية، ولكن البعض يعتقد أن مثل هذه البيانات وموثيق الشرف لا تنفي الشبهة عن هذه الجمعيات أو الشركات.

أشهر أساليب التجسس

تفتنت الشركات والأفراد المتخصصون في عمليات التجسس في الأساليب التي يتبعونها لجمع المعلومات والحصول على الأسرار عن الدول والشركات المستهدفة، وهم في ذلك لا يلتزمون بأي أعراف أو ميثاق شرف أو قوانين، بل من الممكن أن يتبعوا وسيلة مشروعة للوصول إلى بيانات يعتبر الحصول عليها غير مشروع أو غير مباح، وقد أثبتت الدراسات أن أشهر أساليب التجسس التي تتبع من الأفراد أو الشركات العاملين في هذا المجال هي:
- الحصول على نوعية الخدمات التي تقدمها الشركات والدول إلى الموظفين لديهم وحجمها، مثل خدمات العلاج والاشتراك في الأندية والمواصلات والمصايف والرحلات والتدريب وغيرها، وهي تستخدم بكثرة في حالة رغبة إحدى الشركات في استقطاب الموظفين والعمالة من الشركات المنافسة لها، وذلك بتقديم خدمات أفضل لهم لينتقلوا إليها.
- الأبحاث الأكاديمية التي يقوم بها الطلبة للحصول على البيانات المطلوبة بطريقة أو بأخرى، وفي الغالب تكون عن طريق العلاقات الشخصية.
- القيام بدور المتدرب الذي يحضر دورة تدريبية في الشركة المنافسة أو بدور المورد الذي يريد أن يتعرف على منتجات الشركة أو دور المشترك في أحد المعارض.
- استخدام الوسائل الإلكترونية للتتصت على الاجتماعات الخاصة بالإدارة العليا أو بتصوير خطوط الإنتاج أو الرسومات الهندسية والتصميمات أو الوثائق السرية باعتراض أجهزة الفاكس أو التليفونات أو البريد الإلكتروني الخاص بهذه الشركة والعاملين بها.

الأيام

AL AYAM
الاقتصادية
(تأسست في لبنان سنة ١٩٦٦)

العدد - ٨٢

تاريخ الاصدار: ٣٠ تشرين الثاني
٢٠١٤

مدير الادارة : خالد وفيق الطيبي
رئيس التحرير : مروان وليد الطيبي
مدير التحرير : عبد معروف
المدير المسؤول : فوزي صولي
ترجمة : وجيه بعيني
مدير العلاقات العامة : ماهر عياش
٠٣/٦٦٥٢٩٥

مكتب بيروت : شارع مار الياس
سنتر دكا - ٧ ط
هاتف: ٠١/٧٠٥٣١٣
فاكس: ٠١/٧٠٥٣١١

مكتب باريس

زينة الطيبي

Bureau de Paris

Zeina El Tibi

14, Avenue d'Eylau

75016 - Paris (France)

Tel : +33 (0)1 77 72 64 29

e-mail: al_ayam_1966@hotmail.com

الاشتراك السنوي

داخل لبنان:

الافراد: ١٥٠,٠٠٠ ل.ل

المؤسسات: ٢٥٠,٠٠٠ ل.ل

خارج لبنان:

٣٠٠,٠٠٠ ل.ل

أو يدعو إلى الخجل، بل يروونه واجباً وطنياً
وخدمة عامة بحجة الدفاع عن المصالح القومية
الاقتصادية في حالة التجسس على دولة أخرى

تتمة ص.٤



والكثافة السكانية ونوعية المصانع وكيفية إدارتها. أصبح العالم في ظل العولمة بمثابة القرية الصغيرة، وأصبح من المعتقد أن كل شيء معروف، وسمعنا من يقول إن الأقمار الصناعية لدى بعض الدول قادرة على التقاط أرقام لوحات السيارات في معظم دول العالم، وهناك من قال إن الأقمار الصناعية قادرة أن ترى أدق من ذلك، ولكن بالرغم من كل هذا فإن الواقع المعاش أثبت أن هذا الاعتقاد خاطئ. من الصحيح أن الأقمار الصناعية تصور أرقام لوحات السيارات وتصور الأشخاص، ولكنها لا تستطيع أن تتعرف أو تنقل ما يدور في عقول هؤلاء الأشخاص، وهو ما يعني أن عالم اليوم ما زال فيه أسرار يسعى البعض للحصول عليها، وفي المجال الاقتصادي يمكن، من خلال المعلومات والتصميمات والرسومات المتعلقة بالمشروعات الاقتصادية، لإحدى الشركات العالمية اكتساح الأسواق في العالم محققة أرباحاً هائلة، إذ تمكنت هذه الشركة من الحفاظ على سرية هذه المعلومات والتصميمات والرسومات. أما إذا تسربت هذه الأسرار إلى الشركات المنافسة فإن سيطرة هذه الشركة على الأسواق العالمية تنهار، مما يعطي للمنافسين فرصة لتحقيق أرباح كبيرة، ومن هذا المنطلق ولد التجسس الاقتصادي كمفهوم جديد في عالم الاقتصاد الدولي الراهن وفي عالم المخابرات، وأصبح يستخدم في مجال الصراع السياسي والاقتصادي بين الدول والشركات والأفراد، وقد تنوعت مجالات هذا التجسس لتغطي جميع مجالات النشاط الاقتصادي إنتاجي وتسويقي وتكنولوجي وغيرها من المجالات، وقد كشفت حالات التجسس الاقتصادي بين الدول والشركات عن حقيقة هامة مفادها أن التجسس الاقتصادي قد انتشر مع تزايد موجات

شركات متخصصة في مجال التجسس

لم يستغرب الكثيرون عمليات التجسس الاقتصادي ولكن الأمر الذي أثار استغراب جميع المراقبين هو أن عمليات التجسس، التي تم اكتشافها كشفت النقاب عن وجود شركات متخصصة في هذا المجال، تركز نشاطها في تقديم هذه الخدمة إلى الشركات الصناعية والخدمية والحكومة مقابل أجر، وأن هذه الشركات لديها العديد من العملاء الذين يطلبون هذه الخدمة، كما أنها توظف لديها العديد من الكوادر المدربة من المحاسبين والمراجعين والمحللين الاقتصاديين. والغريب في الأمر أن هذه الشركات والعاملين بها لا يعتبرون نشاطهم نشاطاً غير مشروع

الحروب، فعلى مستوى العقوبات الاقتصادية تعرضت العديد من الدول العربية لها، من أهمها حالة العراق التي وقعت تحتها منذ 1990 وليبيا التي جمدت العقوبات المفروضة عليها من قبل الأمم المتحدة، بينما ما تزال تفرض عليها من جانب الولايات المتحدة الأمريكية، لغاية إعداد هذا البحث في بداية العام 2008، فضلاً عن السودان والسلطة الفلسطينية التي تخضع لعقوبات وحصار اقتصادي خانق من قبل إسرائيل.

وعلى مستوى التجسس الاقتصادي فهناك مؤشرات عديدة على تعرض الدول العربية لعمليات تجسس اقتصادي خاصة ما يقوم بها الموساد الإسرائيلي في الدول العربية، حيث تسبب الموساد في انهيار بعض البنوك والأسهم في دولة الإمارات، بل إن دول الخليج وخاصة السعودية، والإمارات، والكويت، تتعرض بانتظام لهزات اقتصادية أخرى قضية رجل الأعمال الهندي (مدهاف باكل) الذي هرب من الإمارات خلال صيف 98 مخلصاً ديوناً تقارب قيمتها 272 مليون دولار، بالإضافة لإعلان الإمارات أوائل يوليو 2001 عن ضبط بريطانيين يتجسسون على شركات ومؤسسات إماراتية. ولعل أبرز قضايا التجسس الاقتصادي قضية الجاسوس (عزام عزام) في مصر الذي قام بتجنيد المصري عماد إسماعيل؛ للحصول على معلومات عن الشركات والمصانع والعاملين بها، وجمع كل المعلومات عن المناطق العمرانية الجديدة

مؤشر الشهر: النفط

تراجعت أسعار النفط الخام بشكل كبير خلال الأسابيع القليلة الماضية ووصلت الى ما دون 70 دولارا للبرميل الواحد بعد قرار منظمة الاوبك الابقاء على سقف الانتاج البالغ 30 مليون برميل يوميا.

وكانت اسعار النفط وصلت الى نحو 140 دولارا للبرميل عام 2008 لتتراجع بعد ذلك لتستقر ما بين 100 الى 110 دولارات للبرميل خلال الاشهر القليلة الماضية.

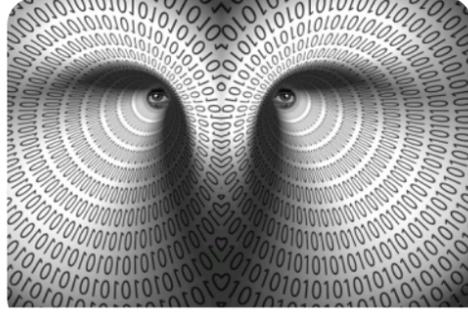
وبلغت نسبة انخفاض اسعار النفط حوالي 30 بالمائة منذ شهر حزيران/يونيو الماضي.

وكانت اغلب الدول المصدرة للنفط قد اعتمدت موازنتها المالية الحالية على اساس سعر 80 دولارا للبرميل كحد ادنى بينما اعتمدت بعضها منها سعر يزيد عن 100 دولار لدى اعتماد موازنتها.

ويرى بعض الخبراء ان دول الخليج قد لا تواجه مشاكل مالية على المدى القصير بسبب امتلاكها احتياطات مالية جيدة، واصول مالية يمكن بيعها لسد العجز في الموازنة.

لكن الامر يمثل مشكلة كبيرة لدول اخرى مثل ايران والعراق حيث يعتمد البلدان على عائدات النفط بشكل اساسي كمصدر للدخل.

وتخوض القوات العراقية مواجهة عسكرية دموية مع تنظيم الدولة الاسلامية منذ عدة اشهر مما يحمل الخزينة العراقية اعباء مالية كبيرة. ومع تراجع اسعار النفط يواجه العراق شبح خفض الانفاق الحكومي على قطاعات اخرى.



والخدمات الإنسانية، ومجلس النواب الأمريكي.

بل بدأت واشنطن تسخر أجهزتها المختلفة من أجل التجسس على مستخدمي الإنترنت سواء أكانت مؤسسات مالية أو أفراداً عاديين، وهو ما تكشفه فضيحة «اتشيلون» والتي اتهمت فيه الحكومة الفرنسية، نيابة عن الاتحاد الأوروبي، والولايات المتحدة الأمريكية بالتجسس على المؤسسات الاقتصادية الأوروبية عبر التجسس على الاتصالات التي تتم عبر الهاتف والبريد الإلكتروني؛ بهدف الحصول على عقود تجارية على حساب الشركات الأوروبية، بل أكدت هذه الفضيحة استخدام بعض الشركات للمساعدة على عمليات التجسس مثل شركة «مايكروسوفت» و «أي بي إم» وذلك من خلال ثغرات عديدة في سلسلة برامج «ويندوز تي إن تي» تسمح للمتسللين ولأجهزة المخابرات الأمريكية بالسيطرة على أجهزة الخادم المركزي والاطلاع على كل المعلومات التي يحويها وسرقتها، بل امتدت يد المخابرات الأمريكية إلى الأقماع الصناعية لاستخدامها في عمليات التجسس.

المنطقة العربية ميدان التجسس الاقتصادي

لم يسلم العرب من نصيبهم من هذه

العالم العربي عرضة للتجسس الاقتصادي

تتمة الصفحة 1

أساس في الحروب الاقتصادية، فبالإضافة إلى الآثار السلبية لهذه التقنيات على النسيج الاقتصادي والاجتماعي للبلد المستهدف إلا أنه تصاعد استخدام «فيروس» الحاسوب كأداة من أدوات الحرب الاقتصادية في القرن الـ 21، وهو عبارة عن برنامج مدمر يلحق نفسه بالبرامج الشرعية الموجودة في الحاسوب رغم أنف المستخدم، ويتكاثر أثناء عملية التشغيل وينتشر الفيروس عبر الشبكات والنظم، وينتقل عبر الملفات بسرعة. وهو ما يعني استخدامه في كافة أنواع الحروب الاقتصادية لعرقله قدرات الخصم وإرباك نظمه الإلكترونية.

وفي إطار تسارع ظاهرة العولمة الاقتصادية وانتشار العديد من «الشركات العملاقة والمتعددة الجنسيات» التي أصبحت ميزانياتها تتعدى مئات المليارات من الدولارات. فإن هذه الشركات ترتبط بعلاقات وطيدة بأجهزة الاستخبارات، وهو ما يؤكد الدور الذي لعبته هذه الشركات في إثارة الأزمة المالية الآسيوية، في محاولة لضبط تجربة النحو الكبير الذي حققته هذه الدول، فقد وفرت الفرصة للولايات المتحدة الأمريكية للتحكم والتأثير في تلك الاقتصاديات، خاصة وأن نسبة كبيرة من صادرات هذه

الدول تتجه إلى الأسواق الأمريكية. فضلاً عن تلاعب هذه الشركات في البورصات المالية وأسواق المال عن طريق المضاربة في أسهم شركات معينة في محاولة للسيطرة عليها، وكذلك دورها في شراء الأسهم أو السيطرة على شركات معينة بهدف تحقيق الاحتكار وشن غزو اقتصادي لأسواق الدول المستهدفة.

أكد التقرير استنثار أمريكا بنصيب الأسد في شن هذه الحروب الاقتصادية، حيث إن هناك 95% من الشركات الأمريكية الكبرى تستخدم أجهزة الاستخبارات الاقتصادية، وفي إطار ذلك تستخدم مختلف أساليب التجسس الاقتصادي من الرشوة وبتث المعلومات المضللة، وزرع أجهزة التجسس بين مقاعد الطائرات في مقصورة رجال الأعمال، وكذلك في مجال القرصنة الإلكترونية عن طريق دس برنامج يعرف باسم وعد «Promise» داخل الأجهزة، يسمح باختراق بنك المعلومات وذاكرة الحاسوب للخصوم، ولعل الحرب الأمريكية - الصينية تعد أهم أمثلة الحروب الاقتصادية على مواقع الإنترنت، وخاصة إثر تصاعد الأزمة بين الصين وأمريكا بسبب طائرة التجسس الأمريكية التي استطاعت الصين إجبارها على الهبوط في جنوب الصين، تحول التوتر بين واشنطن وبكين إلى حرب ساحتها مواقع الإنترنت بعدما هدد قرصنة المواقع الصينية بمهاجمة مواقع أمريكية في ظل تقارير تعرض مواقع صينية لهجمات من قبل متسللين أمريكيين، بل إن خبراء الإنترنت في الولايات المتحدة أكدوا أن ستة - على الأقل - من المواقع الأمريكية المهمة تعرضت للتخريب على أيدي متسللين صينيين من بينها مواقع وزارة العمل، والصحة،



مكتب الحريري
للخدمات العقارية

عيد السنة الجديدة

بيت جديد

مشروع زهرة جادة نبيه بري

صيدا- مقابل السراي 07 - 735 209 03 - 110 672

الأيام باللغّة الفرنسية :
ص. ١٢

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

الأيام

AL AYAM

الاقتصادية

(أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦)

١٠٠٠ ليرة



أسسها وفيق الطيبي سنة ١٩٦٦

العدد - ٨٢ - كانون الاول ٢٠١٤



الاقتصاد العربي - ص. ٥

نرمين السباعي
البيئة في لبنان بين المصالح السياسية
وضعف الإدارة



القضية المركزية - ص. ٦

الأيام
معاناة الأطفال الفلسطينيين في سجون
الاحتلال الإسرائيلي

تطور أساليب الصراع الاقتصادي في العالم: هل للعرب مكان في عالم المنافسة؟

الأيام - عبد معروف

تسببت في أن يخسر الألمان 12 مليار دولار.
كما اعتقلت شرطة دولة الإمارات العربية
المتحدة 19 شخصاً بينهم ثمانية بريطانيين
بتهمة حيازة أجهزة تجسس غير مصرح بها.
كما دخلت الحاسبات الآلية «كعنصر

تتمة ص. ٢



تأثر العالم سريعاً بالتغيرات التي شهدتها في مختلف المجالات وخصوصاً العلمية
والتكنولوجية والمعلوماتية والاقتصادية، وكان التأثير سريعاً بين أجزائه وأقاليمه ودوله
وشعوبه بكل ما يجري وفي أي مكان، حيث كان لهذه التغيرات والتحولات انعكاسات إيجابية
وسلبية على مستقبل التنمية الاقتصادية والاجتماعية المستدامة في الدول النامية ومنها الدول
العربية الأمر الذي يستدعي تعزيز فرص الاستفادة من الإيجابيات التي أفرزتها هذه المتغيرات
والتقليل من المخاطر إلى حد كبير.

ويرى الدكتور فارس رشيد البياتي في إطروحة
قدمها لمجلس كلية الإدارة والاقتصاد/الأكاديمية
العربية المفتوحة في الدنمارك، إن النظرة
المستقبلية للتنمية تستدعي فهم هذه التحولات
والتغيرات التي تعيد رسم مشهد التنمية في
أرجاء العالم كافة وليس في البلدان النامية فحسب.
ومن الواضح أن مصطلح التنمية عموماً سواء
أكانت اقتصادية أم سياسية أم اجتماعية يقول
عنها البروفسور (كيم) إيلستاد بجامعة كارولينا
الأمريكية (لا يوجد على ظهر الأرض مجتمع
بلغ التنمية، فالدنيا كلها لازالت متخلفة طالما
التنمية هي وضع مثالي، وبالتالي فمصطلح -
مجتمع نام - مصطلح خاطئ، فالمجتمعات يمكن
فقط أن يقارن ببعض فيما يتعلق بالمتغيرات أو
الخصائص البنائية التي تحدد درجة مرونتها
البنائية، وعلى أساس هذه المرونة يمكن
تسميتها أو تقسيمها على مجتمعات أكثر أو أقل
تقدماً في عملية التنمية. ونلاحظ كذلك خطأ
يشابه ذلك، فالاقتصاد أو المقصد الخاص
بمجتمع معين قد ينمو ولكن المجتمع هو الذي
يتنامى وكذلك قد تتغير المؤسسات أو قد يتغير
السلوك السياسي ولكن المجتمع هو الذي
يتنامى وبالتالي فالتنمية المجتمعية هي التنمية
والتغيرات الأخرى في المؤسسات الاجتماعية
هي فقط جوانب من التنمية المجتمعية.
ويُعد علم اقتصاد التنمية فرعاً مستقلاً وغاية
الأهمية كامتداد للاقتصاديات التقليدية أو بالنسبة
للاقتصاد السياسي، فبينما تنبع أهميته أيضاً من

المناهج الجديدة في الصراع الاقتصادي

دوره في التخصيص الأمثل للموارد الاقتصادية
النادرة والنمو المستمر والمتزايد للنتائج الكلي
عبر الزمن، فإن اقتصاديات التنمية تركز
أيضاً وبصفة أساسية على الآليات المؤسسية
والاجتماعية والاقتصادية التي لا بد منها
لإدراك وتحقيق التحسينات السريعة والممتدة
على نطاق واسع ومستمر في مستويات المعيشة
للسواد الأعظم من الفقراء في دول العالم الثالث

يتفق باحثون وخبراء اقتصاديون على أن
«التجسس» هو أول هذه الأنماط الجديدة من
الحروب الاقتصادية، فبعد أن كان ذلك مقتصرأ
على جمع المعلومات السياسية والستراتيجية، فقد
استحدثت أجهزة المخابرات في معظم دول العالم
نوعاً جديداً أطلق عليه «التجسس الاقتصادي»،
حيث يهتم بجمع البيانات حول النشاط الاقتصادي
للشركات التابعة للدول الأخرى تحليلها من خلال
تجنيد الأفراد، أو اختراق أجهزة الحاسب داخل هذه
المؤسسات، بل إن الخبراء يتوقعون أن مستقبل
الدول في السنوات القادمة سوف يتوقف على
مدى عبقرية الجواسيس ورجال الأعمال الذين
بإمكانهم إتقان الجاسوسية الاقتصادية، خاصة
في ظل تضائل مصادر الثروة وزيادة غنى
دول الشمال وتدني المعيشة في دول الجنوب،
والدليل على ذلك اكتشاف أكبر عملية تجسس
اقتصادية تقوم الولايات المتحدة الأمريكية
ضد أوروبا باستخدام الأقمار الصناعية، حيث

مجموعة
اليمن للطباعة

EL YAMAN
GROUP
— Since 1987 —
PRINTING, PACKAGING,
& LABELLING SOLUTIONS

FINAT LABEL AWARD - GERMANY



26 YEARS OF EXPRIENCE & PROFESSIONAL PRINTING SERVICES



LABELPRINTING
طباعة لواقص و لايبيل



PACKAGEPRINTING
علب و أكياس



BOOKPRINTING
طباعة كتب



INDUSTRIALPRINTING
طباعات صناعية



PROMOPRINTING
مطبوعات دعائية



DIGITALPRINTING
طباعة رقمية



SECURITYPRINTING
طباعات سرية



WEDDINGBOUTIQUE
بطاقات الأعراس

T/F: +961 7 732 882 | P.O.Box: 273 Saïda-Lebanon | Email: info@elyamangroup.com
www.citrus-labels.com | www.elyamangroup.com